L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX No 73, rue de Chartres, NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 13 JUIN 1865. Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 13 JUIN.

☞ On trouvera à la deuxième page, les nouvelles que contenait notre édition d'hier soir ; les départs de navires et de bateaux, des ventes par le shérif, ainsi que nombre de nouvelles annonces, qui n'ont pu trouver place à la 1ère page.

Ventes à l'encan de ce jour.

Pour les détails et l'heure des ventes, voir aux annonces

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encheres, trente-deux sous-divisions situées dans l'Hôpital borné par les rues de la Commune, Gravier, Rue Adélaïde et Rue Jourdan, dans le Premier District.

Par Fra. ois Turpin, encheres, un assortiment d'ouvrages, fonds d'un magasin de marchandises sèches.

Par J. P. Bélenca,—au coin des rues Magazine et Gravier, épaules, saindoux et autres.

Par E. Turpin, encheres, un assortiment de J. H. Norman, eau-de-cologne Reyne et Dumas, eaux de vie françaises, vins, liqueurs et autres articles, sucre blanc, tricot et petite poêle, &c.

Par E. Roy et Cie,—à leurs salles d'encan, marchandises sèches.

Par W. M. Bunner,—à sa salle d'encan, No 14 rue Carondelet, argenterie de table, dont beaucoup plaquée.

Par Montgomery & Bros.,—à leur salle d'encan, 100 balles coton.

ARRIVAGES—Le steamer *J. D. Hine*, capitaine Oldham, est arrivé hier soir de Shreveport d'où il était parti le 5 du courant. Le capitaine Oldham rapporte que la Rivière Rouge baissait de 12 pouces toutes les 24 heures et qu'il y avait encore 8 pieds d'eau sur les rapides et 6 pieds d'eau au dessus de ces rapides.

Les steamers *Dunleith*, *Texas*, *Eleonor*, et *Pride*, expédiés de Shreveport, doivent avoir quitté le fleuve et peuvent être attendus ce matin.

L'adresse de Vallandigham.

Nous trouvons dans le *Chicago Times* de 2 une longue lettre adressée à la Association Démocratique des jeunes gens de Lancaster, en Pennsylvanie, par M Vallandigham de l'Ohio. L'auteur y exprime ses vues sur la situation présente et sur les devoirs qu'elle crée au parti démocrate. Ancien chef du parti de la paix au Nord, ancienne victime de l'arbitraire, M. Vallandigham est peut-être appelé à jouer un rôle important dans la réorganisation du parti démocrate, dont l'unité, le prestige et la défaite si singulièrement éclipsé depuis la dernière élection présidentielle. Nous croyons donc intéressant de présenter à nos lecteurs la substance de son opinions émises par ce hardi champion de la démocratie américaine sur la situation politique.

L'écrivain commence par reconnaître l'impossibilité d'établir aucune règle fixe sur la politique à suivre dans l'état actuel des affaires, et il ne se dissimule pas que nous sommes plutôt au commencement qu'à la fin d'une grande révolution. Il importe cependant, à son avis, de maintenir l'organisation démocratique, et pour lui rendre rapidement sa puissance et lui assurer un triomphe final, il ne s'agit que d'en assurer la réorganisation et la discipline. Parmi les principes que la démocratie devra maintenir, M. Vallandigham place au premier ligne "la véritable doctrine des Droits des Etats," qui n'est ni la nullification ni la sécession, mais la vraie théorie de notre système de gouvernement établie dans les résolutions de la Virginie et du Kentucky de 1798, le tes qu'elles ont été interprétées par leurs auteurs, l'une par Madison dans son rapport en 1799, l'autre par Jefferson dans son discours solennel d'inauguration de 1801. Il croit que ces résolutions ainsi interprétées sont la base de la doctrine constitutionnelle du président Johnson.

Considérant comme probable que la conduite de tous ceux qui sont accusés d'avoir aidé à la guerre, sera l'objet d'une investigation, il dit qu'il est prêt à justifier la sienne, car s'il s'est trompé, il s'est trompé avec Washington, Jefferson, Sherman, Hamilton, Webster, Clay et Jackson. Il n'y a pas eu, dans le Nord ni dans l'Ouest, un seul homme occupant une certaine position dans le parti démocrate qui fût en faveur de la désunion et de la séparation quand même, bien que quelques uns des membres les plus capables, les plus sincères et les plus honnêtes du parti démocrate aient bien que du parti républicain, fussent convaincus que l'Union fédérale ne pouvait être rétablie que par moyen d'une reconnaissance au moins temporaire de l'indépendance du Sud.

Aujourd'hui, les circonstances sont différentes, mais la conduite du parti démocrate ne lui fera pas perdre la confiance du peuple ; et ce parti dans, il ne saurera pas le programme de Chicago de 1864, pas plus que le parti républicain ne suivra le programme de 1860, parce que ni opportunes que ces programmes aient été alors, ils ne le sont plus aujourd'hui. M Vallandigham ajoute :

" S'il se trouve que le parti républicain puisse revendiquer l'honneur d'avoir maintenu l'Union, c'est à la démocratie, où le pays est redevable pour ce qui reste de ces droits plus précieux dont on hérite les Américains : le libertés constitutionnelle et les droits particuliers.....

Maintenant que la guerre a accompli tout ce que les gens sensés et rationnels parmi ses partisans, en attendaient, c'est à-dire la destruction du pouvoir militaire du gouvernement confédéré, nous sommes arrivés au point où toute cette classe des partisans de la guerre, à quelque parti qu'ils appartiennent, dont malheureusement n'appartient pas le parti et de la conciliation pour opérer toutes les ressources de la science politique dans le but d'assurer une pacification prompte et parfaite et en même temps une réunion réelle et cordiale."....

L'auteur de la lettre fait observer que bien des gens qui avaient jusqu'ici été d'accord sur les questions politiques pourront grandement différer d'opinion, et qu'il n'y a pas de raison pour que le parti démocratique forme de l'opposition au président Johnson, parce qu'il a été élu par un autre parti. La politique qu'il adoptera doit être l'objet d'une appréciation loyale, sincère et équitable. Il est certainement regrettable que le plan du général Sherman pour la pacification et la réunion n'ait pas été adopté, mais le président Johnson doit être maintenant jugé d'après son propre mérite, et il ne faut faire à sa politique, si elle est mauvaise, qu'une opposition constitutionnelle et légale.

Sur la question de l'esclavage M. Vallandigham n'a pas modifié ses opinions; il place l'Union au-dessus de l'esclavage ou de son abolition, et il croit que l'erreur fondamentale du Sud a été de méconnaître la grandeur de l'idée d'une seule patrie. La guerre a décidé, comme la paix l'avait fait précédemment, que deux gouvernements différents ne pouvaient exister dans les Etats de l'Union américaine, et la sagesse prescrit au peuple du Sud d'acquiescer à la politique qui sera adoptée ; cette politique, il faut l'espérer, sera sage, libérale et conciliatrice. Alors, dit-il " quand même on devrait réorganiser le gouvernement de chaque Etat du Sud, ce qui est un acte impolitique et inutile, cependant, au bout de dix ans, si notre système fédéral survit, tous les habitants de chaque Etat seront rétablis dans leurs droits dans l'Etat, et le Sud reconquera, avec tous ses citoyens, la même position d'égalité et d'influence qu'il avait il y a cinquante ans."

L'opinion qui précède peut paraître tant soit peu utopique en présence de l'état des choses dans les Etats du Sud et du nombre considérable de citoyens frappés d'exclusion par la proclamation d'amnistie, mais, cependant, on peut dire que si les populations du Sud, au lieu de se laisser aller à l'abattement, agissent énergiquement pour reprendre en main le contrôle de leurs gouvernements d'Etat, la prévision de M. Vallandigham pourra en grande partie se trouver réalisée. Le passage suivant mérite d'être cité en entier.

"La question de l'état politique et social du nègre est essentiellement et totalement distincte de la question de la servitude africaine. En dehors de l'esclavage, le nègre, quand il est admis à réclamer dans un Etat, devrait être l'égal de tout autre homme dans tous les droits et moyens légaux, exactement comme une femme ou un mineur. Ce n'est pas seulement le peuple, mais une grande partie de l'armée et de ses officiers les plus braves et les plus capables, y compris le général Sherman qui est décidément hostile à la doctrine des suffrages et de l'égalité du nègre, et d'une désagréable cordialité—la mésentendre. Et ce n'est pas une question de religion ou de philanthropie, comme l'était l'esclavage, mais une question de politique pure. Les femmes, les mineurs et les étrangers sont également exclus des droits politiques par une raison d'Etat et, cependant, ils appartiennent à la famille humaine et bien plus à notre propre race. Une raison politique bien plus élevée et bien plus impérieuse, démontrée par l'exemple du Mexique et celui d'autres républiques ou pays de races mêlées, et qui sera cinquante fois plus essentielle si on met immédiatement en liberté partout nous quatre millions d'esclaves africains, interdit de donner l'égalité politique au nègre, quand nous la refusons aux êtres de notre propre sang, et de notre propre famille."

La lettre se termine par une protestation éloquente en faveur de la liberté de la parole et de la presse, contre les arrestations arbitraires et les commissions militaires pour juger des citoyens, et contre toute intervention par la force armée ou au moyen de la corruption dans les élections. Enfin M. Vallandigham, sacrifiant au Dieu du jour, demande la mise en vigueur de la doctrine Monroe, qui paraît devoir être le grand cheval de bataille de l'opposition. Flatter les instincts populaires, même quand ils sont déraisonnables, est un usage trop commun en politique pour que nous nous étonnions de voir les sentiments vulgaires n'en servir ; mais nous espérons mieux d'un homme de la trempe de M. Vallandigham, et nous regrettons de le voir descendre à l'emploi d'une pareille fusée politique qui ne peut tromper que les ignorants.

AVIS AUX VOTANTS—Nous publions dans nos colonnes d'annonces un avis de M. C. W. Stauffer, officier préposé à l'enregistrement des votants, par lequel il invite les citoyens, conformément à la proclamation du gouverneur Wells, à se présenter à son bureau pour faire enregistrer leurs noms et leurs demeures, et fournir les papiers requis par la loi, s'ils veulent exercer le droit de suffrage. Ces papiers sont : un certificat de naturalisation, si le postulant n'est pas né dans le pays, un certificat de serment prêté devant l'autorité compétente, et tous autres papiers servant à constater l'age et la résidence. La notice que M Stauffer adresse aux votants est claire, et nous engageons tous ceux qui tiennent à se faire inscrire comme électeurs, à la lire avec attention.

LE COMMERCE DU COTON.

L'avis suivant publié dans un journal intéressera tous ceux qui sont engagés dans le commerce du coton :

Bureau de l'agence d'achat du département Trésor.

Mile Orléans, 12 juin 1865.

Le soussigné donne avis qu'il achètera, conformément aux règlements amendés de Trésor, du 9 mai 1865, tout le coton non capturé ni abandonné qui pourra lui être apporté, et tous les parties intéressées sont informées qu'il a le contrôle exclusif de tout le coton des districts en insurrection qui peuvent arriver à ce port. Tous ces cotons doivent, à leur arrivée, être rapportés immédiatement à ce bureau.

O W. CUTLER,
agent acheteur des Etats-Unis.

Nouvelles du Nord,
D'UN JOUR PLUS RECENTES.

L'or à 135—Le coton à 43.

Le grand meeting à New York.

Le Président et la reconstruction.

Approbation de sa politique.

Le suffrage des nègres à l'Institut Cooper

(Dépêches du N.-et-Orleans Times.)

New York, 9 juin—Le Président Johnson a nommé des hommes loyaux du Sud pour fonctionnaires publics dans le Sud.

Un grand meeting où ont assisté loi les sénateurs Grand et Lane, a été tenu hier soir, Président a l'égard du suffrage des nègres a été réaffirmé ainsi : La constitution déclare que chaque Etat règlera les conditions requises de ses propres votants, et il le Président Johnson a le droit de déclarer, par proclamation, que tous les hommes sont électeurs, il a le droit de déclarer que les blancs le sont pas.

Si les Etats qui ont été déloyaux ne sont pas dans une condition territoriale, alors le Président Johnson n'a pas le droit de faire une pareille déclaration et, s'il le fait, il le fait en violation de la constitution du pays.

Le Président travaille jour et nuit à ces plans de reconstruction qui sont généralement exges et libéraux et par ce moyen il espère rallier le Sud promptement.

Il est grandement à regretter que de nouvelles difficultés embarrassantes pour le Président s'élèvent dans le pays.

Le Times, le *Herald*, et d'autres journaux approuvent fortement la politique du Président et il semble qu'il y ait un très grand nombre de sentiment populaire en faveur d'Andrew Johnson et contre ceux qui s'efforcent d'entraver son administration.

Un gentleman du nom de Long intrigue à Washington pour avoir la place d'assistant Trésorier des Etats-Unis à la Nlle-Orléans. Les meilleures raisons pour croire qu'il ne sera pas nommé.

Le *Herald* de ce matin publie ce qui suit d'après une bonne autorité, dit-on :

Au grand meeting de mercredi, les politiciens ont manœuvré de manière à avoir une lettre de l'Président au général Grant, par le moyen de la quelle ils entendaient une entrevue avec le dernier et son consentement à assister au meeting avec le gén. Lane et d'autres officiers. On verra en conséquence, que ces deux généraux ont paru à New York suivant le désir exprimé du Président, ce qui rend leur présence au meeting doublement importante.

New York, 9 juin 11 a. m.—L'or est à 138—le coton à 42.

Louisville, 10 juin—Un grand orage avec tonnerre a empêché, hier soir, la transmission des nouvelles par le télégraphe.

La gare Taylor, qui servait d'entrepôt pour le commissariat à Nashville a été détruite par le feu hier. Plusieurs maisons ont été réduites en cendres. Les pertes du gouvernement sont, on bas mot, de cinq millions à dix millions.

New York, 9 juin—Un bateau pilote, à la distance de 30 milles du cap Mary a rencontré les débris du transport à vapeur Amiral Dupont, qui était parti de là ? pour mener des troupes au Texas. Une lettre d'Inaquar au Nassau (*Guardian* du que le pirate Parr a fait son apparition à la hauteur de ce point, et qu'il a brûlé la barque D. E. Sees en forçant les membres de l'équipage et les passagers à s'aventurer dans pe petite bateaux pour se sauver.

Washington, 9 juin—Une dépêche au *Times* dit : Nous pouvons affirmer avec autorité que le gouvernement a positivement décidé que Davis serait jugé par un tribunal civil.

Une dépêche au *Herald* dit que la délégation georgienne a recommandé au Président la nomination d'Isaac Scott comme gouverneur provisoire et a promis d'envoyer Joseph Hill au Sénat des U. Unis.

New York, 8 juin—Des avis par l'*Africa* confirment les dépêches de Monthegin envoyées l'autre jour.

Le prince Napoléon a été escorté par l'empereur pour son discours anti-mexicain à Cherbourg et il a rétracté.

Des résolutions sur le suffrage des nègres ont été déclarées au Cooper Institute hier soir, mais elles ont été couvertes par le bruit des applaudissements pour Grant. Le général Logan a ensuite prononcé contre le suffrage des nègres un discours qui a été accueilli par des acclamations générales.

On assure que le discours de Logan est comme la promulgation autorisée de la politique du Président Johnson.

Le New York *Times* contient ce qui suit : Sumner, Chase et Phillips regardent le droit de vote comme un droit naturel, de l'esclavage de tout être humain, et dont doivent jouir les esclaves affranchis quand même ils ne seraient pas en état d'en user à leur propre avantage public.

Ce suffrage ruinera son propre objet, et il y a danger qu'il puisse produire dans l'esprit public une réaction qui opère directement contre les leurs vues et leurs propres mesures.

La flotte de Texas est partie mardi.

Washington, 9 juin—Le lieutenant Parsons a été nommé gouverneur provisoire de l'Alabama.

On démenti d'après l'autorité du Président tous les bruits de bouillerie [illegible] ni et Stanton

L'ANGLETERRE ET LA CRÈCE.

Le *Morning Post* se félicite de la résolution prise par le gouvernement fédéral de licencier une grande partie de son armée : 400,000 hommes vont rentrer dans leurs foyers au moment où leurs travaux interrompus par la guerre. Ce n'est pas seulement au point de vue de l'humanité et de la paix intérieure des Etats-Unis que le journal anglais applaudit à cette importante mesure ; il y voit surtout un indice des ressources dispositions que M. Johnson et ses conseillers entendent apporter dans leurs relations extérieures. Il rappelle les projets hostiles qu'on avait, pendant la guerre, attribués aux Américains à l'égard de l'Angleterre. On se demandait alors par quels moyens les Etats-Unis feraient de leurs formidables armées et la victoire ne déchaînât-elle pas sur l'Europe, et l'on indiquait le Canada comme devant être l'objet de leurs premières convoitises. Tout indique aujourd'hui que cette politique, quelconque, si elle a jamais été dans les Etats du Nord le sentiment populaire, ne doit point prévaloir. Le journal *Post* exprime en effet la confiance et se plaît à y voir un augure favorable pour l'accord des relations entre les deux pays.

FEUILLETON.

LES JALOUX.

LE GENERAL CHARDIN.

PAR A. DE GONDRECOURT.

XLI

—Tenez, madame, allez-vous en ; car, sur mon honneur, si vous continuez de me parler de cette façon, avec des prières, comme je ne dois pas vous obéir et que je ne dois pas vous céder, je vais me casser la tête contre la muraille.

—Ah ! mon Dieu ! vous m'épouvantez.... Vous ne direz pas ces choses-là, si le général.

—Eh bien ! oui, c'est le général qui veut vous faire une surprise.... pour votre bonheur quoi ! Il veut rire, ce cher homme !..... laissez-le se divertir. Vous avez un secret que vous lui cachez, il le connaît votre secret, il en sait même plus long que vous à ce qu'il dit, et ce qu'il sait, ce qu'il veut faire, vous vous en doutez un brin, mais pas plus. Aussi ne vous-il, à aucun prix que vous vous entendiez avec le capitaine qui aime trop à causer, et que vous ferez parler jusqu'à demain..... Allons ! allons ! parlez que je vous dis.... j'ai voulu la mèche, n'êtes-vous pas contente ?..... je ne suis avec vous qu'une vraie poule mouillée.

—Merci, mon ami, répondit en riant la comtesse : merci

Et elle se retira à pas précipités, heureuse, même, car les indications de Nicolas lui semblaient de bon augure.

Napoléon n'en continua pas, en effet, que le général, loin d'être à redouter, deviendrait peut-être un appui !

Le général était, en toute hâte, descendu au village. Il alla droit chez les Rosier.

Cornélie l'accueillit avec un cri d'étonnement, et il comprit, à ses premières questions, que sa fille n'avait pas agi de concert avec elle en écrivant sa terrible dénonciation.

—Oui, comme, me voilà de retour, dit-il ; mais ce n'est pas à vous que je fais visite de soir ..... Où est Lucrèce ?

—Hélas ! dans sa chambre qu'elle ne quitte plus, la pauvre petite !..... Ah ! mon cousin, nous avons eu bien de la peine depuis votre départ..... Le plus malheureux est que notre chagrin vient de la famille.

—Oui, je sais que Jules n'est pas, pour sa fiancée, ce qu'il devrait être. La conduite de ce jeune homme, envers les Parmentier, aurait dû éclairer Lucrèce sur ses sentiments. Rien n'est bon chez l'homme lorsque le cœur est mauvais.....

—C'est vrai, Jules a été un peu rapace et sans bonheur, malheureux en la cause, on le pardonnerait encore après tout, on n'est pas à mal de vouloir compter ce qui se passe.

—Que ne parlez-vous donc ?

—Parler ! à quoi bon ? Que commande à dire. Retournez plutôt les canons de village..... Il n'y a pas de fumée sans feu, mon cousin. Le 9 mai 1865, tout le coton non capturé ni abandonné qui pourra lui être apporté, et tous les parties intéressées sont informées qu'il a le contrôle exclusif de tout le coton des districts en insurrection qui peuvent arriver à ce port. Tous ces cotons doivent, à leur arrivée, être rapportés immédiatement à ce bureau.

O W. CUTLER,
agent acheteur des Etats-Unis.

—Vous avez donc été au château depuis mon départ ?

—Nous n'aurions pas osé monter là-haut, dit Saturnin, s'enhardissant à mesure que le général s'adoucissait : mais Mme Chardin est venue nous voir.

—Ici ?

—Eh ! donc ! dit Aglaé : elle avait ce jour-là une toilette éblouissante.

—Ah ! elle ne m'a pas écrit cela. Je voie qu'elle voulait nous raccommoder et m'en faire la surprise.

A continuer.

BULLETIN FINANCIER.

Lundi soir, 12 juin.

Le marché n'a pas manqué d'une certaine animation, mais le coton n'est beaucoup ressenti des quantités que nous avons reçues depuis le deux ou trois jours et de la supposition que le stock augmentera encore et que l'article continuera de fléchir. Cette baisse dépendra principalement du degré de concurrence parmi les acheteurs, car il est peu probable que le stock actuel et celui qu'on attend soient plus que suffisants, surtout s'il vient des ordres d'Europe—Nous voyons que M. Cutler, agent des Etats-Unis annonce que contrairement aux règlements modifiés du 9 du mois dernier, il achètera tout le coton qui, n'ayant été ci pris ni abandonné, lui sera apporté, que tout le co ou arrive dans ce port, de districts en insurrection et sous son contrôle exclusif et ce coton doit lui être délivré à cumin arrivé ici. On sait aujourd'hui que les 20 pour cent qui lui ont été payés en nom de contrats ou en nature, convient to les droits du gouvernement mais un arrêté par le coton à l'exportation de la taxe de cinq piastres par balle en faveur des institutions, taxe qui, parce qu'elle est imposée en faveur de ces institutions très sacrées, &c., est considérée comme étant indue dans les "dispositions sanctuaires" dont il est question dans l'ordre général ayant trait à ce sujet. Conséquent le but dans lequel elle est imposée, on se justifie raisonnablement cette taxe, mais on se demande si pour être équitable envers le commerce de notre ville, il ne conviendrait pas qu'elle fut également levée sur le coton transporté au Nord par la voie de l'Ouest.

Nous avons reçu les détails de la Vente de cinq balles de coton de Charleston, dont 457 de longue soie et 1733 d'Upland. La vente a eu lieu à New York, le 31 du mois dernier, sous la surveillance de l'agent des Etats-Unis. Les conditions étaient : paiement en or ou en certificats d'or émis par le trésorier américain des Etats-Unis

Les ventes ont été faites par lots de 50 balles chaque

11 balles Good Middling	37½	18
24 do do Middling	37½	9
50 do do	37½	18
50 balles do	37½	18
50 balles Low Middling	36½	18
157 balles do	36½	56
50 balles Good Ordinary	36½	18
257 balles do	35½	91
250 balles do	35½	90
100 balles Ordinary	34½	34
12 balles Low Ordinary	33½	4
141 balles Mixed Packed &		
Rebale	29½	
95 balles Fitchings	32½	30
1 balle Damaged Cotton	24½	24
1 balle do do	24½	24
50 balles do Sea Island	47	23
26 balles do Short Staple	40	10
311 balles rejected		124
1 balle do		

Le produit total de la vente a été de 1,136 dollars 50 cents, ou 22 cents 7 mills par livre. Les ventes ont été faites par lots de 50 balles chaque jour, et ont duré quatre jours. Les acheteurs étaient en grand nombre et plusieurs d'entre eux étaient des spéculateurs de Boston et de New York. Les prix ont été plus élevés que ceux du marché de Charleston.

L'or avait fermé, jeudi dernier le 9, à 138 à New York ; des transactions ont eu lieu, ce matin, de bonne heure, à 135 1/4 et 135 1/2. Plus tard, les vendeurs ont obtenu un nouvel avantage et les cours étaient, à la clôture, de 135 3/4 à 139 contre 131 1/2 auparavant. Il a été vendu et revendu $5,000 à 135 3/4—$10,000 à 135 1/2 dont $5,000 à 135 1/2, $1,000, $2,000 $10,000 et $5,000 à 135 3/4, $5,000 à 136 7/8 et $10,000 à 136.—Il n'a pas été annoncé de ventes d'argent, les demi plastres américaines sont encore plus d'acheteurs.

Les ventes de sterling ont continué des traites particulières ont été offertes à 9 0/0, une autre partie de 1,100 livres, première classe, à 147, aux 1,200 livres à 147 1/2, une somme [illegible] livres et les [illegible] Brown Brothers aux taux [illegible] livres de banques de New-York à 147 1/2 et une traite même tirée sur Londres pour quelque de la ville à 150. Les banques ont cessé [illegible] offres à vendre, ramenant le taux [illegible] forte somme à 150. La quantité de sterling sur place s'est trouvée augmentée par l'arrivée de traites de l'intérieur.—Le plupart de ces traites doivent être négociées ici pour faciliter l'achat du coton dans l'Alabama, le reste était tiré par des compagnies et a été [illegible] pour l'achat de provisions.—On a payé traites particulières sont [illegible] France, les celles des banques à 5.25 à 5.30.

Le change sur le Nord a été calme et n'a guère varié ; les offres sont limitées. Les banques et les courtiers ont coutume de tirer sur New-York au pair, mais l'on en a cependant vu une faible demande—Au dehors, il s'est vendu $5,000 à vue sur New-York à 3/8 à escompte, $20,000 at $5,000 à 1/2 à escompte et on a changé à vue sur Boston à 1/4. $9,000 à vue sur St. Louis ont passé à 1/2 à escompte.

Il n'y a pas eu de ventes d'actions. Les actions de la Compagnie des chemins de fer de la ville sont en peu en demande et il n'en est vendu à $100 et $108, ce qui est une nouvelle baisse. Une boue de la ville émis en faveur du chemin de fer ont été offertes à 60 1/2, on peut coter ces bons à 76 1/2 à 77 les actions privilégiées at 60 1/2 à 61. Les émissions en faveur de chemins de fer, il n'est fait des ventes de scrip d'aucune sorte ; on en ignore les détails.—La Compagnie d'Assurance de Mississippi a présenté au state tres favorable pour l'année explose le 31 du mois dernier, le montant net des primes est de $329,059, le bénéfice net de $96,116 11 et le montant net de l'actif après émunération de sécurités sans valeur, déduction de l'intérêt non réclamé sur scrip et des intérêts échus, en juillet de $1,079,879 dans la Parroisse et dans le District.

Aucun fait ne soit ne soit ou s'il est naturalisé.

Le Comment, quand et où il a été naturalisé. Le lieu et le temps [illegible] la production du certificat de naturalisation ou, si le certificat est perdu, un certificat de greffier de la Cour par laquelle la naturalisation a été effectuée.

5—Le signalement de l'électeur en regard de l'enregistrement pour sa demeure.

6—Quelques-uns des électeurs, l'extrait de la Constitution de 1864.

"Art. 18—Tout blanc qui a atteint l'âge de majorité, a demeuré dans l'Etat pendant les douze mois qui ont précédé l'élection et les trois derniers mois dans la paroisse où il offre de voter et qui sera citoyen des Etats Unis, aura le droit de voter."

Chaque électeur devra en outre produire le certificat du serment d'amnistie prescrit dans la proclamation du Président, du 8 décembre 1863, ou dans celle du 29 mai 1865 et sera été signée par lui devant une autorité compétente.

MARCHE AUX BESTIAUX.

Jefferson City, 10 juin 1865

Arrivé, hier, 1872 bœufs, 47 moutons, 124 moutons, 7 vaches et 30 veaux. Vendu 39 bœufs à [illegible] 30 moutons à [illegible] 124 moutons, 183 moutons et vaches à [illegible]

Bœufs de l'Ouest, les 1,400 pesant par net, — à — 50
Bœufs de l'Ouest, moyenne quantité, par livr. net, — à — 14
Bœufs de l'Ouest, très gras par [illegible] — à — 00
Bœufs de l'Ouest, de qualité, par net [illegible] — à — 00
Bœufs de Missouri, de qualité, par net [illegible] — à — 00
Bœufs du Texas, les qualité, par net [illegible] — à — 00
Bœufs de Texas, de qualité, par net [illegible] — à — 00
Bœufs de Texas, de qualité, par net [illegible] — à — 00
Vaches à lait, par tête, de première qualité [illegible] — à — 00
Vaches à lait, par tête, moyenne qualité [illegible] — à — 00
Veaux, la qualité par [illegible] — à — 00
Moutons [illegible] — à — 00

Les bœufs sont arrivés en grand nombre, et la vente a été active. Ce qui doit avoir été [illegible] 10 heures. Les prix ont été [illegible] Les bœufs ont été vendus à [illegible] Les moutons ont été vendus à [illegible] Les vaches à lait ont été vendues à [illegible] Les veaux ont été vendus à [illegible] Les moutons ont été vendus à [illegible]

ATTENTION.

Les [illegible] procéderont à [illegible] à la vente publique [illegible] à la Bourse des Négociants, [illegible] à la vente publique [illegible] à 10 heures [illegible] Les articles [illegible] Pour [illegible] s'adresser à [illegible] Agent.

Les [illegible] Mercredi et Samedi